

Note de synthèse:
L'éducation
en temps de COVID-19
et après

AOÛT 2020

Résumé

La pandémie de COVID-19 a fait subir aux systèmes éducatifs un choc sans précédent dans l'histoire, bouleversant la vie de près de 1,6 milliard d'élèves et d'étudiants dans plus de 190 pays sur tous les continents. Les fermetures d'écoles et d'autres lieux d'apprentissage ont concerné 94% de la population scolarisée mondiale, et jusqu'à 99% dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur.

La crise exacerbe les disparités éducatives existantes, un grand nombre d'enfants, de jeunes et d'adultes parmi les plus vulnérables (les habitants des zones pauvres ou rurales, les filles, les réfugiés, les personnes en situation de handicap et les personnes déplacées de force) risquant de ne pas reprendre leur scolarité. Le temps d'apprentissage perdu porte non seulement préjudice à la génération actuelle mais pourrait réduire à néant des décennies de progrès, tout particulièrement pour ce qui est de l'accès des filles et des jeunes femmes à l'éducation et de leur persévérance scolaire. Quelque 23,8 millions d'enfants et de jeunes (du préscolaire au tertiaire) pourraient par ailleurs abandonner leur scolarité ou se voir priver d'un accès à l'éducation l'année prochaine du seul fait de l'impact économique de la pandémie..

De même, le choc subi par les systèmes d'enseignement a eu, et continuera d'avoir, des effets importants au-delà de la sphère éducative. Les fermetures d'établissements scolaires

entravent la fourniture de services de base aux enfants et aux populations, notamment l'accès à des aliments nutritifs, empêchent de nombreux parents de pouvoir travailler normalement et exposent les femmes et les filles à un plus grand risque de violence.

Alors que les contraintes budgétaires s'accroissent et que l'aide au développement est menacée, l'éducation pourrait également faire face à de graves problèmes de financement, ce qui viendrait exacerber les difficultés qui existaient déjà à cet égard avant l'épidémie. Ainsi, pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, le déficit de financement a atteint le chiffre vertigineux de 148 milliards de dollars par an et pourrait désormais augmenter d'un tiers.

Parallèlement, la crise a stimulé l'innovation dans le secteur éducatif. Nous avons vu naître des initiatives innovantes, qui ont permis la poursuite d'activités d'enseignement et de formation – à la radio, à la télévision ou sous la forme de kits pédagogiques pour la maison. Des formules d'enseignement à distance ont été élaborées grâce à l'intervention rapide des États et des partenaires du monde entier déterminés à assurer la continuité pédagogique, notamment la Coalition mondiale pour l'éducation mise en place par l'UNESCO. La crise nous a également rappelé le rôle crucial des enseignants et qu'il incombe aux États et aux autres partenaires de veiller à la santé et au bien-être du personnel éducatif.

Mais ces innovations ont également fait apparaître que les perspectives prometteuses ouvertes à la pédagogie et les changements rapides apportés aux modes d'enseignement ne pourront être pérennes qu'à condition de ne laisser personne de côté. Cela vaut pour les enfants et les jeunes qui ont peu de ressources ou dont l'environnement offre peu d'accès à l'enseignement. Cela vaut pour les enseignants qui ont besoin d'être mieux formés aux nouveaux modes d'enseignement et d'être aidés à cet égard. Cela vaut enfin pour le monde de l'éducation au sens large, y compris les communautés locales, dont dépend la poursuite des activités d'enseignement pendant la crise et dont le rôle sera essentiel pour reconstruire en mieux.

La crise sanitaire et le bouleversement sans précédent des systèmes éducatifs qu'elle a provoqué sont loin d'être terminés. Dans pas moins de 100 pays, on ne sait pas encore quand rouvriront les écoles et, aux quatre coins de la planète, les États, les syndicats, les parents et les enfants se demandent quand et comment aura lieu la rentrée. Certains pays ont commencé à préparer la réouverture des écoles sur leur territoire, soit par niveaux de classe, en donnant la priorité aux classes préparant à un examen, soit uniquement dans les régions avec peu de cas de contamination. Cependant, compte tenu de la permanence et de la virulence de l'épidémie, la plupart des pays n'avaient pas encore arrêté en mai et juin 2020 une date de réouverture. Leur décision emportera d'énormes conséquences sociales et économiques et affectera durablement les enseignants, les enfants et les jeunes, leurs parents - en particulier les femmes - et la société dans son ensemble.

Recommandations

Pour éviter que la crise éducative ne dégénère en catastrophe pour toute une génération, tous les acteurs concernés doivent agir ensemble au plus vite.

L'éducation n'est pas seulement un droit humain fondamental. C'est un droit dont la réalisation influe directement sur l'exercice de tous les autres droits. Bien commun mondial, elle contribue à la bonne mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable et est au fondement de sociétés pacifiques, justes, égales et inclusives. Lorsque les systèmes éducatifs s'effondrent, la paix, la prospérité et le bon fonctionnement des sociétés ne sont plus assurées.

Afin d'atténuer les conséquences potentiellement dévastatrices de la pandémie de COVID-19, les États et les parties prenantes sont encouragés à prendre les mesures suivantes :

➤ ENRAYER LA TRANSMISSION DU VIRUS ET PRÉPARER MINUTIEUSEMENT LA REOUVERTURE DES ÉCOLES :

Pour accélérer la réouverture des écoles et des établissements d'enseignement, la première chose à faire pour les pays est d'enrayer la transmission du virus et de contrôler l'épidémie au niveau national et local. Une fois qu'ils y sont parvenus, face aux problèmes complexes que pose la réouverture, ils doivent se fixer les objectifs suivants : assurer la sécurité de tous ; préparer une réouverture inclusive ; recueillir l'avis de toutes les personnes concernées ; assurer la coordination des principaux acteurs, dont les professionnels de la santé¹.

1 Des documents d'orientation ont été établis par des organismes des Nations Unies et d'autres partenaires de l'éducation.

> PROTÉGER LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION ET SE COORDONNER A DES FINS D'EFFICACITE : La pandémie a plongé le monde dans l'une des pires récessions de son histoire, dont les effets se feront sentir pendant longtemps sur l'économie et les finances publiques. Pour protéger le financement de l'éducation, les autorités nationales et la communauté internationale doivent : améliorer la mobilisation des ressources nationales, préserver à titre prioritaire la part des budgets allouée à l'éducation et remédier aux inefficacités dans l'allocation des ressources ; renforcer la coordination internationale face à la crise de la dette ; protéger l'aide publique au développement (APD) destinée à l'éducation.

> CONSTRUIRE DES SYSTÈMES EDUCATIFS RÉSILIENTS AU SERVICE D'UN DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE ET DURABLE : En renforçant la résilience de leurs systèmes éducatifs, les pays peuvent résoudre les difficultés que pose la réouverture en toute sécurité des écoles et seront mieux à même de faire face aux prochaines crises. Ils peuvent à cet égard envisager les mesures suivantes : favoriser l'équité et l'inclusion ; renforcer les capacités de gestion des risques, à tous niveaux du système ;

assurer une direction et une coordination fortes ; améliorer les mécanismes de consultation et de communication.

> REINVENTER L'ÉDUCATION ET ACCÉLÉRER LES CHANGEMENTS A L'OEUVRE DANS L'ENSEIGNEMENT ET L'APPRENTISSAGE : Les efforts considérables déployés en très peu de temps face au choc subi par les systèmes éducatifs nous montrent que des changements sont possibles. Nous devons saisir cette occasion pour trouver de nouveaux moyens de remédier à la crise éducative et s'intéresser aux solutions qui hier encore étaient jugées difficiles ou impossibles à être en œuvre. Dans cette perspective, il convient avant tout de se fixer les objectifs suivants : remettre les élèves à niveau et prévenir le décrochage scolaire, en particulier au sein des groupes marginalisés ; développer les compétences propices à l'insertion professionnelle ; soutenir les enseignants et mieux les préparer à leur métier ; redéfinir le droit à l'éducation pour y inclure la question de la connectivité ; supprimer les obstacles à la connectivité ; renforcer les données et le suivi de l'apprentissage ; renforcer l'articulation et la fluidité entre les différents niveaux et types d'enseignement et de formation.

I. Chocs et répliques de la pandémie

LA SITUATION DE L'ÉDUCATION DANS LE MONDE AVANT LA COVID-19

Avant la pandémie, le monde rencontrait déjà les plus grandes difficultés à faire de l'éducation, droit humain fondamental, une réalité pour tous. Malgré une scolarisation quasi universelle en primaire dans beaucoup de pays, un nombre considérable d'enfants - plus de 250 millions – ne fréquentaient pas l'école² et près de 800 millions d'adultes étaient analphabètes³.

En outre, pour les enfants scolarisés, l'apprentissage était loin d'être assuré. On estime que quelque 387 millions d'enfants dans le monde en âge de fréquenter l'école primaire (56%) ne maîtrisaient pas les compétences de base en lecture⁴.

Sur le plan financier, la situation était déjà très difficile avant l'épidémie. Selon les estimations du début de 2020, les besoins de financement pour mettre en œuvre l'objectif de développement durable n°4 (éducation de qualité) dans

les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur atteignaient la somme considérable de 148 milliards de dollars par an⁵. En raison de la crise causée par la COVID-19, ce montant pourrait augmenter d'un tiers⁶.

FERMETURES D'ÉCOLES ET BOULEVERSEMENT DE L'ENSEIGNEMENT

La pandémie de COVID-19 a provoqué la plus grande perturbation des systèmes éducatifs de l'histoire, dont ont pâti la quasi-totalité des élèves et des enseignants de la planète, dans les écoles maternelles et primaires, les collèges et lycées, les établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels, les universités, les centres d'apprentissage pour adultes et les établissements de perfectionnement professionnel. À la mi-avril 2020, 94% des élèves et étudiants dans le monde subissaient l'impact de la pandémie, soit 1,58 milliard d'enfants et de jeunes scolarisés du pré-primaire au tertiaire dans 200 pays.

2 258 millions en 2018, Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), "Out-of-School Children and Youth": <http://uis.unesco.org/en/topic/out-school-children-and-youth>.

3 773 millions selon les données les plus récentes de l'ISU : <http://uis.unesco.org/en/topic/literacy>.

4 Fiche d'information de l'ISU, 2017 : <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/fs46-more-than-half-children-not-learning-en-2017.pdf>.

5 UNESCO (à paraître) : "The impact of Covid-19 on the cost of achieving SDG 4", Rapport mondial de suivi sur l'éducation, document d'orientation 42.

6 Ibid.

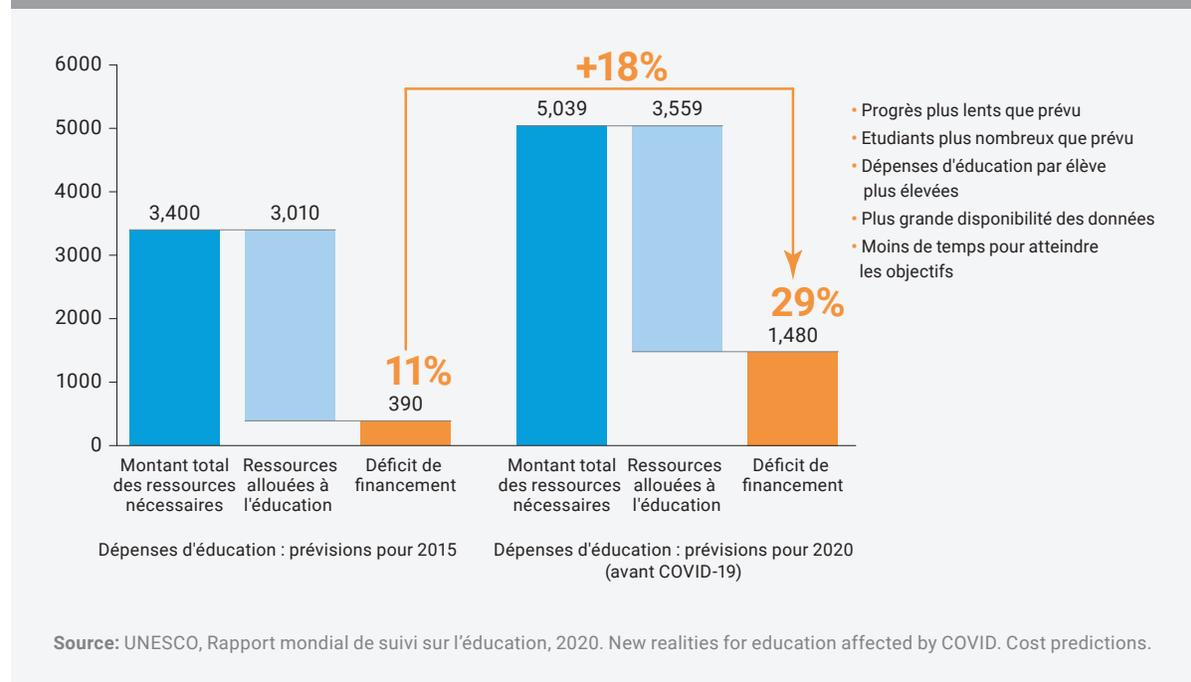
La capacité de faire face aux fermetures d'écoles a été plus ou moins grande selon le niveau de développement, avec de très de fortes disparités : ainsi, au cours du deuxième trimestre 2020, 86% des élèves du primaire ont cessé complètement d'être scolarisés dans les pays à faible indice de développement humain, contre seulement 20% dans les pays à indice de développement humain très élevé⁷.

En Afrique, en particulier dans la région du Sahel, les fermetures d'écoles décidées au niveau national en raison de la COVID-19 ont eu lieu alors que beaucoup d'écoles étaient déjà fermées depuis plusieurs mois en raison de la forte insécurité, de grèves ou d'aléas climatiques. La COVID-19 vient aggraver la situation

de l'éducation en Afrique subsaharienne qui, avant la pandémie, abritait 47% des 258 millions d'enfants non scolarisés dans le monde (30% en raison de conflits et de situations d'urgence)⁸.

Dans les systèmes éducatifs les plus fragiles, l'interruption de l'année scolaire aura des effets particulièrement préjudiciables sur les élèves les plus vulnérables, ceux dont la maison n'offre pas un cadre propice à la poursuite des apprentissages. Leur présence au domicile peut également créer des difficultés financières pour les parents, qui doivent trouver des solutions pour leur garde et prendre en charge les repas qu'assurait l'école.

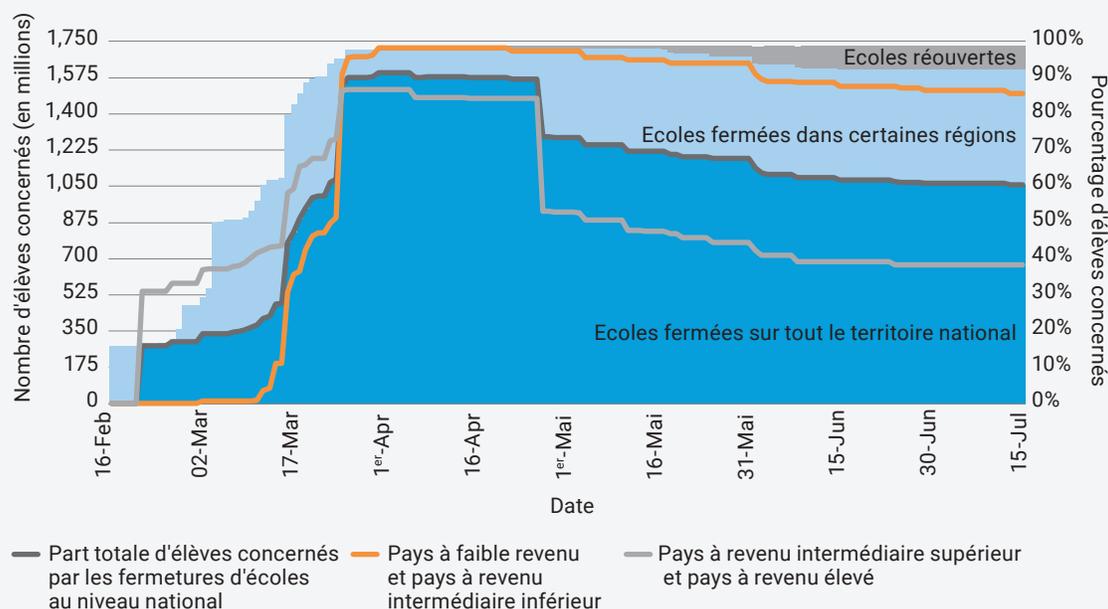
FIGURE 1 : BESOINS DE FINANCEMENT POUR METTRE EN ŒUVRE L'OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DURABLE N°4 (AVANT LA COVID-19)
(en millions de dollars)



7 Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). *COVID-19 and Human Development: Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery. 2020 Human Development Perspectives*, 2020, New York : <http://hdr.undp.org/en/hdp-covid>.

8 Institut de statistique de l'UNESCO, fiche d'information n°56, 2019 : <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/new-methodology-shows-258-million-children-adolescents-and-youth-are-out-school.pdf>.

FIGURE 2 : NOMBRE D'ENFANTS CONCERNES PAR LES FERMETURES D'ÉCOLES DANS LE MONDE



Source : <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse> et calculs des auteurs.

On craint désormais que, si ces enfants ne reçoivent pas l'aide dont ils ont besoin, ils ne reprennent jamais le chemin de l'école⁹. Cela ne ferait qu'aggraver les disparités existantes et risquerait de réduire à néant les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 4 et d'autres objectifs¹⁰. Cela viendrait en outre exacerber la crise éducative actuelle¹¹ et affaiblir la résilience sociale et économique des réfugiés et déplacés¹².

UN IMPACT SUR TOUS LES NIVEAUX D'ÉDUCATION ET DE FORMATION

En raison de la pandémie de COVID-19, quelque 40 millions d'enfants dans le monde n'ont pas reçu un enseignement préscolaire complet dans l'année précédant leur entrée au primaire¹³. Ils ont été de ce fait privés d'un

⁹ Dans un article récent de *The Economist*, on rapporte des cas où, après l'imposition de mesures de confinement et de quarantaine, des jeunes filles ont été contraintes de se marier ou sont tombées enceintes, ce qui fait qu'elles ne reprendront peut-être jamais leur scolarité. Voir <https://www.economist.com/international/2020/07/18/school-closures-in-poor-countries-could-be-devastating>.

¹⁰ Les perturbations de service dues à l'épidémie risquent d'anéantir les progrès réalisés depuis dix ans dans la lutte contre le VIH en ce qui concerne les enfants et les femmes enceintes. UNICEF, "Children, HIV and AIDS" : <https://data.unicef.org/resources/children-hiv-and-aids-how-will-progress-be-impacted-by-covid-19>.

¹¹ Avant la pandémie, 258 millions d'enfants et de jeunes en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire n'étaient pas scolarisés et, en raison de la faible qualité de l'enseignement, bon nombre de ceux qui étaient scolarisés n'apprenaient pas suffisamment. Banque mondiale, "COVID-19 et l'éducation : les mesures à prendre pour faire face aux chocs" : <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/education/publication/the-covid19-pandemic-shocks-to-education-and-policy-responses>.

¹² Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), "Redoubler d'efforts : l'éducation des réfugiés en crise", 2019 : <https://www.unhcr.org/steppingup/fr/>.

¹³ UNICEF, "Childcare in a global crisis: the impact of COVID-19 on work and family life" : <https://www.unicef-irc.org/article/2027-40-million-children-miss-out-on-early-education-in-critical-pre-school-year-due-to.html>.

environnement stimulant et enrichissant, de possibilités d'apprentissage, d'interactions sociales et, parfois, d'une bonne alimentation. Leur sain développement pourrait en pâtir sur le long terme, notamment celui des enfants des familles pauvres et défavorisées¹⁴.

Dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels, la crise a mis en évidence un certain nombre de vulnérabilités, notamment une faible numérisation et des faiblesses structurelles de longue date. La désorganisation de l'économie a rendu difficile la poursuite des stages en entreprise et des autres formules d'apprentissage en milieu professionnel - éléments essentiels d'un enseignement technique et professionnel robuste et attentif aux besoins du marché.

Dans le supérieur, les cours préenregistrés et les plateformes en ligne ont généralement pris le relais de l'enseignement traditionnel, mais certaines universités ont suspendu leurs cours jusqu'à nouvel ordre, faute d'équipements informatiques pour leurs étudiants et enseignants. En outre, l'harmonisation des semestres et du calendrier universitaire continue de poser problème, certains enseignements ayant pu se poursuivre en ligne et d'autres pas.

UNE AGGRAVATION DES DISPARITÉS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

On estime que 40 % des pays les plus pauvres n'ont pas été en mesure d'aider les élèves à risque pendant la crise sanitaire¹⁵ et l'expérience montre que les inégalités éducatives et les inégalités de genre sont en général peu prises en compte dans les mesures de lutte contre les épidémies¹⁶. Les tâches domestiques, en particulier pour les filles, les travaux d'entretien du ménage ou les travaux de ferme peuvent ne pas laisser aux enfants le temps dont ils ont besoin pour apprendre. Les enfants en situation de handicap, qui étaient déjà marginalisés avant l'épidémie, ne sont pas toujours pris en compte dans les programmes de téléenseignement¹⁷.

Les enfants réfugiés ou déplacés de force voient leur situation se dégrader encore et ne bénéficient plus de l'aide apportée par l'école, comme les repas scolaires et les services d'accompagnement psychosocial.

Parmi les élèves les plus vulnérables, citons également ceux qui ont de faibles compétences numériques et qui, privé souvent d'ordinateur et d'un accès à Internet, n'ont pas moyens de suivre l'enseignement à distance mis en place à la fermeture des écoles. Dans la moitié des 21 pays européens examinés, les élèves de CM1 (quatrième année de scolarité) issus des milieux socio-économiques défavorisés avaient deux fois moins de chances d'avoir accès à

14 Nations Unies, « Note de synthèse : L'impact de la COVID-19 sur les enfants » : https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-04/160420_Covid_Children_Policy_Brief.pdf.

15 UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, *Inclusion and education: all means all*, 2020 : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373718>.

16 Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation, « COVID-19 et fermeture des écoles : pourquoi les filles sont plus à risque » : <http://www.iiep.unesco.org/fr/covid-19-et-fermeture-des-ecoles-pourquoi-les-filles-sont-plus-risque-13407>.

17 Nations Unies, « Note de synthèse : L'impact de la COVID-19 sur les enfants » : https://unsdg.un.org/sites/default/files/2020-04/160420_Covid_Children_Policy_Brief.pdf.

Internet que leurs camarades plus favorisés¹⁸.

Dans 7 pays à faible revenu, moins de 10 % des foyers les plus pauvres ont l'électricité¹⁹.

Dans les pays en développement, de nombreux élèves, en particulier les plus jeunes et ceux issus de groupes minoritaires, ne parlent pas couramment la langue d'enseignement²⁰. Même lorsqu'ils ont accès à des contenus qu'ils comprennent, les conditions de vie, le stress économique et le faible niveau d'éducation des parents, notamment leur faible maîtrise des outils numériques, font que de nombreux enfants ne bénéficient pas du cadre stable et de l'appui pédagogique dont ils ont besoin pour s'adapter aux nouveaux modes d'enseignement. Dans la plupart des pays européens, les enfants de milieux socio-économiques défavorisés ont moins d'occasions de lecture, n'ont pas de pièce calme où travailler et ne se font pas aidés par leurs parents. Dans les pays à faible revenu comme dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, les enfants issus des foyers les plus pauvres se font beaucoup moins aidés pour leurs devoirs²¹.

La perte d'acquis scolaires, à court et à long terme, devrait être importante. Selon des chercheurs canadiens, l'écart de compétences entre élèves selon le milieu socio-économique pourrait augmenter de plus de 30 % en raison de la pandémie²². La Banque mondiale a arrêté

trois scénarios possibles s'agissant des pertes d'acquis scolaires (figure 3) : une diminution du niveau scolaire moyen pour tous les élèves ; une augmentation des écarts de réussite scolaire en raison des effets très inégaux de la crise sur les diverses populations ; une forte augmentation du nombre d'élèves en échec scolaire, en raison en partie d'abandons massifs²³. Ainsi, du seul fait des fermetures d'écoles, le nombre d'élèves n'acquérant pas les compétences de base requises pour contribuer de façon utile et productive à la société et poursuivre plus tard leur instruction pourrait augmenter de 25 %²⁴.

L'impact pourrait être le plus dommageable pour les élèves en début de scolarité. Il ressort de simulations réalisées dans les pays en développement participant au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) que, sans remise à niveau, une perte d'un tiers des apprentissages (soit une école fermée pendant trois mois) en CE2 (troisième année de scolarité) pourrait entraîner des difficultés scolaires chez 72 % des élèves qui, dans l'année de leur seconde (dixième année de scolarité), soit auront abandonné l'école, soit seront en échec scolaire²⁵. Sur un plan financier, la perte de revenus sur l'ensemble de la vie pourrait atteindre 16 000 dollars par élève, ce qui pourrait se traduire au total par une perte de revenus de 10 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale²⁶.

18 Commission européenne, "Educational inequalities in Europe and physical school closures during Covid-19" : https://ec.europa.eu/jrc/sites/jrcsh/files/fairness_pb2020_wave04_covid_education_jrc_i1_19jun2020.pdf.

19 A savoir la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Kiribati, le Lesotho, la Mauritanie et le Soudan.

20 UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2020.

21 UNICEF, "How involved are parents in their children's learning? MICS6 data reveal critical insights" : <https://blogs.unicef.org/evidence-for-action/parental-involvement-childrens-learning>.

22 Catherine Haeck et Pierre Lefebvre, Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), "Pandemic school closures may increase inequality in test scores", document de travail n° 20-03, juin 2020 : https://grch.esg.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/82/Haek_Lefebvre_GRCH_WP20-03-5.pdf.

23 Banque mondiale, "We should avoid flattening the curve in education – Possible scenarios for learning loss during the school lockdowns", 13 avril 2020 : <https://blogs.worldbank.org/education/we-should-avoid-flattening-curve-education-possible-scenarios-learning-loss-during-school>.

24 Banque mondiale, "Simulating the Potential Impacts of the COVID-19 School Closures on Schooling and Learning Outcomes : A set of Global Estimates", 18 juin 2020 : <https://www.worldbank.org/en/topic/education/publication/simulating-potential-impacts-of-covid-19-school-closures-learning-outcomes-a-set-of-global-estimates>.

25 Michelle Kaffenberger, "Modeling the long-run learning impact of the COVID-19 learning shock : Actions to (more than) mitigate loss", RISE Insight Series, 2020/017, 4 juin 2020 : https://doi.org/10.35489/BSG-RISE-RI_2020/017.

26 Banque mondiale, "COVID-19 Could Lead to Permanent Loss in Learning and Trillions of Dollars in Lost Earnings", 18 juin 2020 : <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/06/18/covid-19-could-lead-to-permanent-loss-in-learning-and-trillions-of-dollars-in-lost-earnings>.

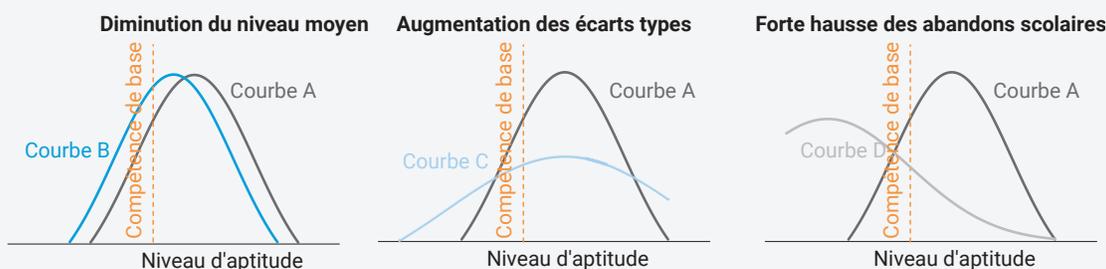
UNE HAUSSE ANTICIPEE DES ABANDONS SCOLAIRES

Parallèlement aux pertes d'apprentissages, l'impact économique de l'épidémie sur les ménages risque d'accroître les inégalités en matière de réussite scolaire. Alors que des millions de personnes risquent de tomber dans la grande pauvreté, les études montrent que les enfants issus des foyers du quintile le plus pauvre ont beaucoup moins de chances de terminer l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire que ceux des familles du quintile le plus riche ; l'écart dépasse souvent 50 % dans de nombreux pays subsahariens, ainsi qu'en Haïti, en Jordanie, au Népal et au Pakistan.

Selon les estimations de l'UNESCO, 23,8 millions d'enfants et de jeunes (du pré-primaire au tertiaire) pourraient l'année prochaine abandonner l'école ou être privés d'un accès à l'éducation du seul fait de l'impact économique de la pandémie²⁷. Le nombre total d'enfants qui ne retourneront pas en classe à la réouverture des écoles devrait être encore plus grand. En raison des fermetures d'écoles, les filles et les jeunes femmes sont davantage exposées aux mariages d'enfants, aux grossesses précoces et aux violences fondées sur le genre - ce qui diminue leurs chances de reprendre leur scolarité²⁸.

Sous l'effet conjugué du choc économique mondial dû à la pandémie et des fermetures d'écoles, la crise éducative pourrait dégénérer en catastrophe pour toute une génération.

FIGURE 3. SCENARIOS POUR L'APRES-COVID-19 : BAISSA DU NIVEAU MOYEN, AUGMENTATION DES ECARTS TYPES OU FORTE HAUSSE DES ABANDONS SCOLAIRES



Source: <https://blogs.worldbank.org/education/we-should-avoid-flattening-curve-education-possible-scenarios-learning-loss-during-school>.

27 UNESCO, "COVID-19 Éducation Response : How many students are at risk of not returning to school?", note de sensibilisation, juin 2020.

28 Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), "Opinion: Don't let girls' education be another casualty of the coronavirus", 1^{er} mai 2020 : <https://www.globalpartnership.org/news/opinion-dont-let-girls-education-be-another-casualty-coronavirus>.

DES REPERCUSSIONS AU-DELÀ DE LA SPHERE ÉDUCATIVE

La désorganisation de l'enseignement continuera de produire maints effets au-delà de la sphère éducative. Beaucoup d'entre eux ont déjà été énumérés dans des notes de synthèse précédentes ; citons par exemple l'insécurité alimentaire²⁹, l'instabilité économique et la violence à l'égard des femmes et des filles.

Du fait des fermetures d'écoles et d'autres lieux d'enseignement, des services essentiels ne sont plus fournis aux enfants et aux populations. L'arrêt de la distribution de repas scolaires et des services de santé et de nutrition dans les premiers mois de la pandémie a touché 370 millions d'enfants dans 195 pays³⁰, aggravant la faim et les carences nutritionnelles des plus défavorisés. Certains pays ont su toutefois adapter et poursuivre leurs programmes d'alimentation scolaire³¹. La crise a affecté également les services sanitaires et psychosociaux, les établissements scolaires étant des lieux de prévention, de diagnostic et de conseil. Les groupes vulnérables n'ont ainsi plus accès à certains services de base et à certains dispositifs de protection sociale.

Comme lors des pandémies précédentes, l'épidémie de COVID-19 montre que les fermetures d'écoles ont pour effet de multiplier les risques pesant sur les femmes et

les filles, celles-ci se trouvant davantage exposées à de multiples atteintes (violences domestiques, rapports sexuels monnayés, mariages précoces et forcés)³².

Les fermetures d'écoles ont également empêché de nombreux parents de travailler normalement. Beaucoup de parents qui travaillent ont leurs enfants à la crèche ou à l'école. Dans des pays comme l'Allemagne, les États-Unis, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, 60 % des parents n'ont trouvé aucun moyen de faire garder leurs enfants. Selon une étude récente, les femmes assument la plus grande part du temps supplémentaire qu'il faut consacrer aux enfants et aux tâches domestiques³³ – une situation qui, conjuguée à la crise économique actuelle, contribuera probablement à accroître les écarts de rémunération, ce qui aggravera encore les inégalités de genre. Par ailleurs, des études prévoient que les heures de travail perdues représenteront jusqu'à 400 millions d'emplois à temps plein³⁴.

Les parents qui perdent leurs revenus devant faire des choix difficiles, le taux de scolarisation des filles pourrait diminuer, tandis que le travail, le recrutement et l'exploitation des enfants augmenteront. Comme 71 à 100 millions de personnes devraient tomber dans l'extrême pauvreté en raison de la pandémie, il faudra suivre les taux d'abandons scolaires et s'intéresser aux coûts d'opportunité susceptibles de guider le choix des parents de financer ou non l'éducation de leurs enfants³⁵.

29 Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), d'ici la fin de 2020, le nombre de personnes souffrant de la faim passera à 270 millions. Voir "Global Monitoring of School Meals During COVID-19 School Closures" : <https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-map>.

30 Ibid.

31 Economic Commission for Latin America (ECLAC), "The social challenge in times of COVID-19", available at https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45544/1/S2000324_en.pdf.

32 Nations Unies, « Note de synthèse : L'impact de la COVID-19 sur les femmes et les filles » : https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/note_de_synthese_-_l'impact_de_la_covid-19_sur_les_femmes_et_les_filles.pdf. UNESCO, "Aborder les dimensions de genre des fermetures d'écoles", *Réponse éducative face au Covid-19, note du secteur de l'éducation, note thématique n° 3.1* : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373379_fre.

33 Matt Krents et al., "Easing the COVID-19 burden on working parents", Boston Consulting Group, 21 mai 2020 : <https://www.bcg.com/publications/2020/helping-working-parents-ease-the-burden-of-covid-19>.

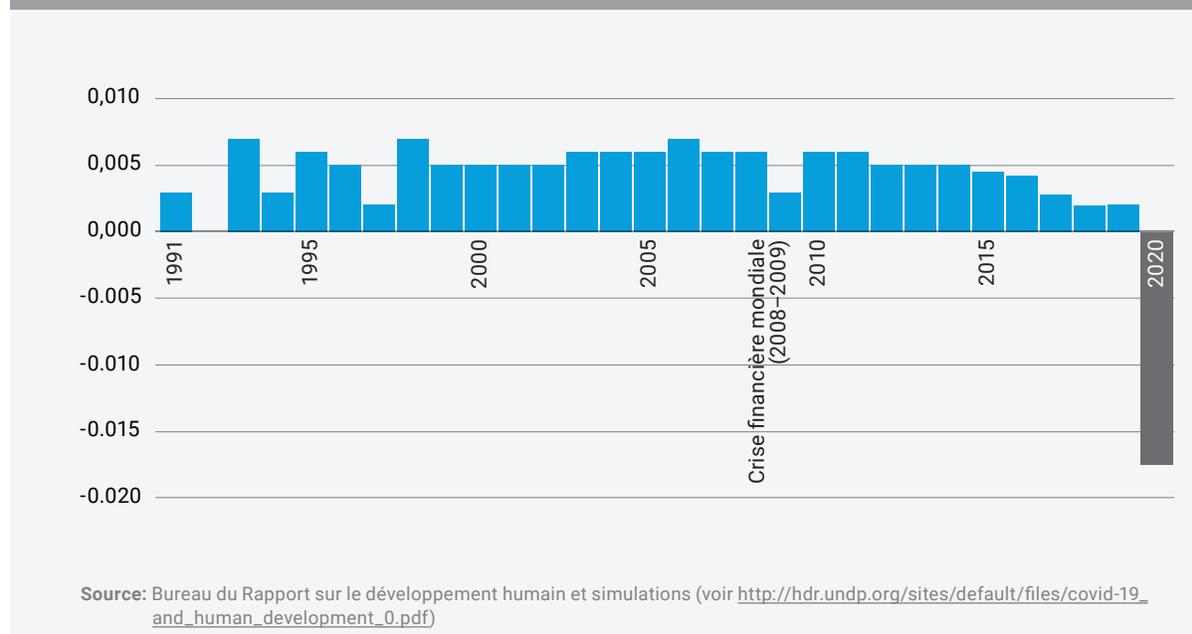
34 Organisation internationale du Travail (OIT), "Observatoire de l'OIT: le COVID 19 et le monde du travail. Cinquième édition", le 30 juin 2020 : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_749442.pdf.

35 Banque mondiale, "Projected poverty impacts of COVID-19" : <https://www.worldbank.org/en/topic/poverty/brief/projected-poverty-impacts-of-COVID-19>.

Les fermetures d'écoles ont des conséquences économiques immédiates, mais aussi des effets à long terme. Pour la première fois depuis sa

création, l'indice de développement humain, composé au tiers de données relatives à l'éducation, devrait fortement baisser (figure 4).

FIGURE 4 : L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN SUR LE POINT DE RECULER POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS SA CREATION EN 1990
(évolution annuelle)



II. Apprendre à apprendre en temps de COVID-19

Face à une crise sanitaire causant de graves secousses socio-économiques, les systèmes éducatifs à travers le monde ont réagi rapidement pour s'adapter. Les États se sont mobilisés en toute hâte pour assurer la continuité de l'enseignement et, afin de protéger la santé des élèves et des enseignants, ont fermé les écoles³⁶ et les autres lieux d'apprentissage. Toutefois, les disparités dans l'enseignement dispensé pendant les fermetures d'écoles risquent d'engendrer des inégalités à plus long terme.

UNE GRANDE VARIÉTÉ D'OUTILS D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Assurer la continuité pédagogique pendant la fermeture des écoles est devenu la priorité des États partout sur la planète. Beaucoup se sont tournés vers le numérique, ce qui a obligé les enseignants à dispenser leurs cours au moyen d'Internet. Comme le montre la figure 5, les pays ont privilégié diverses méthodes

d'enseignement à distance, selon les niveaux de classes, avec des différences d'une région à l'autre. Dans les zones où l'accès à Internet est limité, les États ont fait davantage appel aux moyens traditionnels d'enseignement à distance, combinant souvent diffusion à la télévision et à la radio de programmes éducatifs et distribution de supports imprimés.

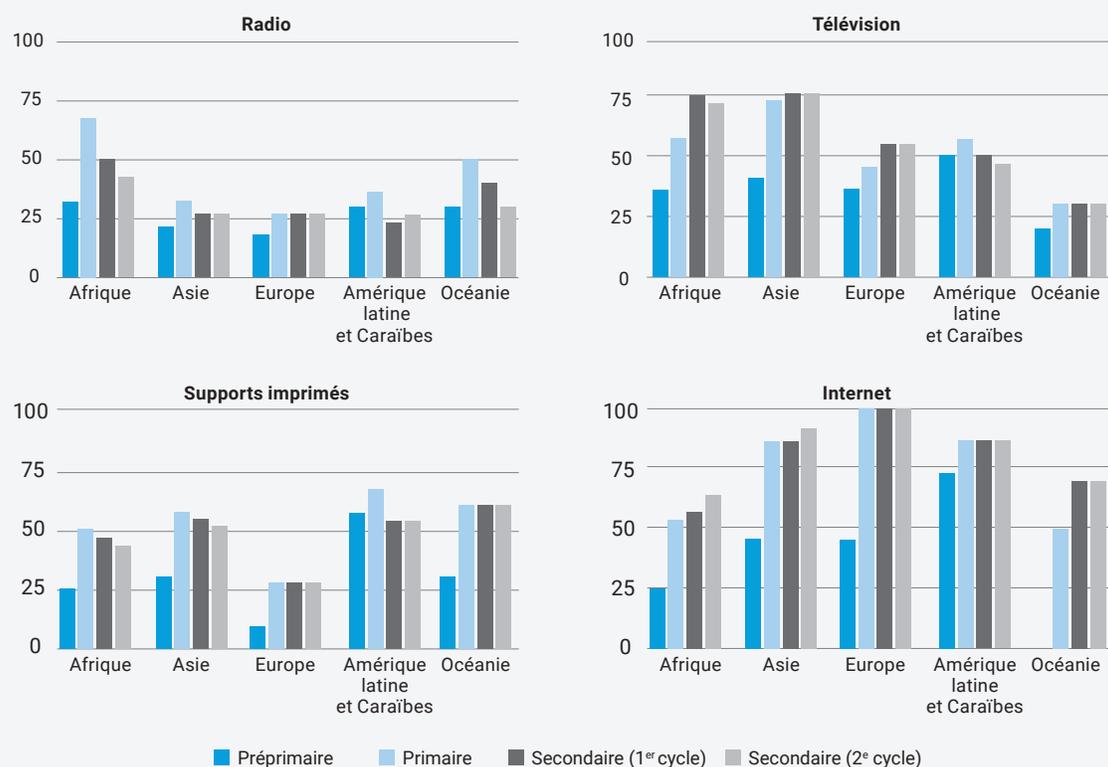
Peu de pays s'emploient à mesurer le nombre d'élèves recevant réellement un enseignement à distance et l'usage qu'ils en font. Cependant, les estimations font apparaître des différences : dans les pays à haut revenu, environ 80 à 85 % des élèves reçoivent un enseignement à distance, alors que ce pourcentage tombe à moins de 50 % dans les pays à faible revenu³⁷. Cet écart est dû principalement à la fracture numérique, les ménages défavorisés ayant peu accès aux équipements collectifs comme l'électricité, les infrastructures informatiques faisant défaut³⁸ et les élèves, parents et enseignants sachant peu manier les outils numériques.

³⁶ La présente note de synthèse porte sur l'ensemble du secteur de l'enseignement et de la formation, y compris l'enseignement et la formation techniques et professionnelles et la formation pour adultes. Par commodité, on entendra par « éducation » dans la suite du texte l'ensemble de ce secteur. De même, on entendra par « écoles » les centres de petite enfance, les écoles, les centres de formation, les universités et tout établissement similaire.

³⁷ Chiffres basés sur l'enquête conjointe UNESCO-UNICEF-Banque mondiale, mai-juin 2020. Sur les 116 pays ayant répondu au questionnaire, peu ont indiqué mesurer le nombre d'élèves profitant réellement d'un enseignement à distance. Voir <http://tcg.uis.unesco.org/survey-education-covid-school-closures>.

³⁸ Selon une étude récente de l'UNICEF portant sur 71 pays (choisis parmi les 183 pour lesquels on dispose de données), moins de la moitié des habitants ont accès à l'Internet, avec de grandes disparités à l'intérieur des pays. Tous ne possèdent pas de téléviseur ou de radio, un clivage existant entre urbains et ruraux. Dans 40 pays sur les 88 pour lesquels on dispose de données, le taux de possession d'un téléviseur chez les ménages urbains était deux fois plus élevé que celui des ménages ruraux. L'Afrique subsaharienne affiche à cet égard les plus grandes disparités. Voir <https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/IRB%202020-10%20CL.pdf>.

FIGURE 5 : TYPES D'ENSEIGNEMENT A DISTANCE MIS EN PLACE PENDANT LES FERMETURES D'ECOLES, PAR NIVEAU D'ENSEIGNEMENT ET PAR REGION (en pourcentage)



Source : base de données commune UNESCO-UNICEF-Banque mondiale, mai-juin 2020, <http://tcg.uis.unesco.org/survey-education-covid-school-closures>.

Du fait des fermetures d'écoles, il a fallu modifier les procédures d'évaluation des élèves, qui parfois ont été grandement mises à mal³⁹. Dans la plupart des pays, les examens ont été reportés, voire annulés ; dans d'autres, ils ont été remplacés par du contrôle continu ou d'autres procédés d'évaluation, comme les examens en ligne. Les méthodes inédites de contrôle continu ont fait l'objet d'une grande attention. Pour mesurer les progrès des élèves, on peut ainsi organiser des tests sur téléphone portable,

suivre les statistiques de connexion et de performance recueillies auprès des plateformes et applications d'apprentissage ou procéder au contrôle rapide des acquis en vue de repérer les lacunes⁴⁰. Chaque méthode a ses inconvénients, notamment en termes d'équité.

L'enseignement à distance pose des difficultés différentes selon les secteurs. Dans le secteur de la petite enfance, certains pays ont pu offrir en ligne un enseignement de maternelle aux

³⁹ UNESCO, « Un aperçu des stratégies nationales d'adaptation relatives aux examens et évaluations à enjeux élevés » : <https://en.unesco.org/sites/default/files/unesco-covid-19-ed-webinar-4-working-document-fr.pdf>.

⁴⁰ UNICEF, "Putting the 'learning' back in remote learning", juin 2020 : <https://www.unicef.org/globalinsight/sites/unicef.org.globalinsight/files/2020-06/UNICEF-Global-Insight-remote-learning-issue-brief-2020.pdf>.

enfants de 3 à 6 ans. Les structures d'apprentissage technique et professionnel et les centres de formation en milieu professionnel ont su s'adapter dans certains pays⁴¹. Dans de nombreux établissements d'enseignement supérieur, le passage au téléenseignement a été l'occasion de développer des modes d'enseignement souples, ouvrant la voie à une expansion de l'apprentissage en ligne dans les années à venir⁴².

Basées sur l'expérience d'un recours massif aux technologies, des solutions durables pourraient permettre d'assurer la continuité de l'enseignement pendant la pandémie, y compris pour les plus marginalisés. Plusieurs exemples sont présentés ci-dessous.

DES MESURES EN FAVEUR D'UN APPRENTISSAGE INCLUSIF

Alors que les États se tournent vers l'enseignement à distance, les élèves en situation de handicap n'y ont guère accès, faute du matériel nécessaire, d'un accès à Internet, de supports adaptés et du soutien qui leur permettrait de suivre des programmes en ligne. Certains pays élaborent pour eux et leurs parents des outils et des ressources. Les fonctions d'accessibilité sont améliorées (narration audio, vidéo en langue des signes, texte simplifié), des équipements d'assistance sont fournis et on procède parfois à des aménagements raisonnables. Ainsi, dans les camps de réfugiés d'Azraq et de Zaatari en

Jordanie, où sont scolarisés 700 enfants en situation de handicap, il a été décidé d'utiliser des masques transparents, de façon que les enfants sourds puissent lire sur les lèvres⁴³.

Les longues fermetures d'écoles sont particulièrement préjudiciables aux enfants déplacés, tout spécialement les filles, qui sont plus à même d'abandonner définitivement l'école. Face à cette situation, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a pris des initiatives pour s'assurer que, dans le cadre des mesures adoptées au niveau national, les enfants et jeunes déplacés puissent recevoir un enseignement à distance, dispensé des formations sanitaires aux enseignants, organisé des activités de sensibilisation locale à la COVID-19 et procédé à l'amélioration des installations d'eau et d'assainissement dans les lieux d'apprentissage et autour.

Plus de 70 pays ont aménagé leurs programmes d'alimentation scolaire de façon à continuer d'aider les enfants pendant les fermetures d'écoles. Près de 50 pays fournissent aux enfants et à leurs familles des rations à emporter sous une forme ou une autre (portage quotidien des repas au domicile, rations mensuelles préemballées). Vingt-deux pays ont choisi de remplacer les repas par des bons ou des dons en espèces que les familles peuvent utiliser pour acheter de la nourriture ou d'autres articles essentiels. Depuis le début de la crise, quelque 6,9 millions d'élèves dans 45 pays à faible revenu ont reçu des rations à emporter fournies par les autorités avec l'appui du système des Nations Unies⁴⁴.

41 Brésil, Costa Rica, Kenya, Philippines, Soudan du Sud. OIT, "TVET and skills development in the time of COVID-19", 28 avril 2020 : <https://gemreportunesco.wordpress.com/2020/04/28/tvet-and-skills-development-in-the-time-of-covid-19>.

42 Association internationale des universités, *IAU Global Survey Report: The Impact of COVID-19 on higher education around the world*, 2020 : https://www.iau-aiu.net/IMG/pdf/iau_covid19_and_he_survey_report_final_may_2020.pdf.

43 UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2020 : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373718>. Janet Lennox et Wongani Taalo, "Three innovative responses to COVID-19 that have removed barriers to learning for the most marginalized", blog de World Éducation : <https://gemreportunesco.wordpress.com/2020/07/13/three-innovative-responses-to-covid-19-that-have-removed-barriers-to-learning-for-the-most-marginalised>.

44 Programme alimentaire mondial, "Global monitoring of school meals during COVID-19 school closures" : <https://cdn.wfp.org/2020/school-feeding-map>.

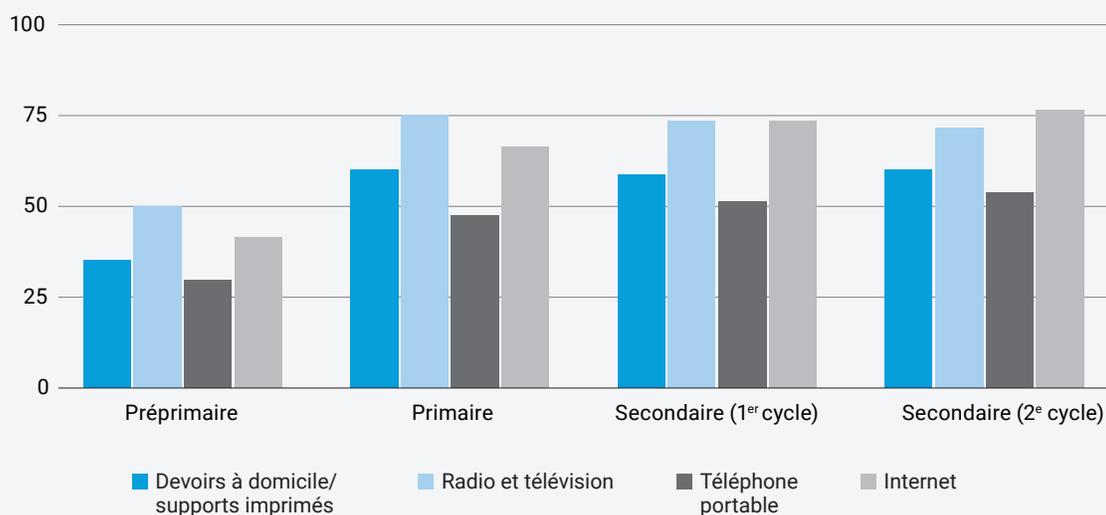
SOUTIEN AUX ENSEIGNANTS SELON LEURS BESOINS

Dès le début de la pandémie, les enseignants ont d'emblée eu pour tâche d'organiser les activités d'enseignement à distance, souvent sans être guidés ni formés et sans disposer des ressources suffisantes. Comme le montre la figure 6, tous les niveaux de classe ont été concernés. Dans bien des cas, la formation professionnelle des enseignants s'est faite en ligne ou par le biais d'applications téléphoniques ou vidéo, mais les enseignants de zones marginalisées n'ont parfois reçu aucun soutien. Les réunions de classe sur les plateformes en ligne et les applications de messagerie sont devenues des outils

indispensables et ont permis aux enseignants de développer de nouvelles formes de communication avec leurs élèves et leurs collègues.

La plupart des enseignants dans le monde n'étaient pas préparés à assurer la continuité pédagogique et à s'adapter aux nouvelles formes d'enseignement. En Afrique subsaharienne, seuls 64% des enseignants du primaire et 50% des enseignants du secondaire ont reçu une formation, même minimale, laquelle souvent ne comprend aucune instruction numérique⁴⁵. Même dans les pays où la connexion à Internet et les infrastructures sont adéquates, beaucoup d'enseignants sont dépourvus de compétences de base en informatique, ce qui fait qu'ils auront probablement du mal à assurer leur propre développement professionnel et, plus encore, à contribuer à un enseignement à distance de qualité⁴⁶. La crise sanitaire a révélé que la

FIGURE 6 : PROPORTION D'ENSEIGNANTS AYANT CONTINUE D'ENSEIGNER, PAR NIVEAU D'ENSEIGNEMENT ET PAR TYPE D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE (pourcentage par groupe)



Source : base de données commune UNESCO-UNICEF-Banque mondiale, mai-juin 2020, <http://tcg.uis.unesco.org/survey-education-covid-school-closures>.

45 Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030, "COVID-19: A global Crisis for Teaching and Learning" : <https://teachertaskforce.org/knowledge-hub/covid-19-global-crisis-teaching-and-learning>.

46 UNESCO, "Note thématique du Secteur de l'éducation n°2.2" : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373338_fre.

formation initiale et continue des enseignants devait être repensée de façon à mieux les préparer aux nouvelles formes d'enseignement.

Les enseignants chargés de faire classe en face-à-face aux enfants des travailleurs essentiels et aux enfants vulnérables ont vu leur santé physique mise en péril. À la crainte d'être exposé au virus s'ajoutait celle de perdre son salaire et d'autres prestations, alors même qu'ils faisaient face à une augmentation de leur charge de travail et à des responsabilités familiales accrues. C'est le cas notamment des enseignantes ayant continué d'enseigner tout en assurant la plus grande part du soin de la famille.

Certains pays ont intégré l'accompagnement psychologique dans leurs plans, manuels et guides établis à l'intention des enseignants et des associations locales pour faire face à la crise, et des ONG se sont mobilisées pour fournir un appui supplémentaire. Par ailleurs, beaucoup d'enseignants auront besoin d'être aidés pour pourvoir aux besoins psychologiques de leurs élèves⁴⁷. Sans un tel soutien, la pression peut conduire à l'épuisement professionnel, ce qui augmente l'absentéisme, et peut même pousser certains à quitter leur emploi, ce qui peut venir compromettre les efforts déployés pour renforcer la résilience des écoles⁴⁸.

L'effet de la pandémie sur l'emploi et les salaires n'a pas été partout le même. Selon des données récentes, seule une minorité de pays ont cessé de payer les enseignants statutaires⁴⁹. Toutefois, les congés sans solde et les retards de paiement se sont multipliés⁵⁰. Dans le secteur public, les enseignants titulaires d'un contrat temporaire

ont été particulièrement touchés, leurs contrats n'ayant pas été renouvelés, et ceux rémunérés à l'heure se sont retrouvés sans travail.

Dans les pays à faible revenu, où les parents ont cessé de payer les frais de scolarité et où il a été impossible d'enseigner en ligne, les enseignants ont perdu leurs moyens de subsistance. Dans une enquête d'Éducation internationale⁵¹ réalisée auprès de 93 syndicats d'enseignants dans 67 pays, près des deux tiers des répondants ont indiqué que le personnel éducatif des établissements privés avaient fortement pâti de la crise, le personnel temporaire et le personnel d'appui ayant été les plus touchés (figure 7). Les enseignants réfugiés, qui souvent ne relèvent pas du système éducatif national, ont pu ne pas être payés ou perdre leur emploi quand les écoles ont fermé. Si les écoles privées devaient fermer définitivement, aujourd'hui ou demain, l'enseignement public serait contraint d'accueillir un grand nombre d'élèves supplémentaires⁵².

Le non-paiement des salaires affecte non seulement le bien-être des enseignants et celui de leurs familles et communautés, mais entrave également la bonne marche des écoles. À court terme, de nombreux enseignants pourraient avoir besoin d'autres sources de revenus et cesseront alors de fournir aux élèves un enseignement à distance. À long terme, les écoles pourraient faire face à une pénurie d'enseignants du fait des départs. La crise nous rappelle la fonction cruciale remplie par les enseignants et qu'il incombe aux États et aux principaux partenaires de veiller à la santé et au bien-être du personnel éducatif.

47 Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence, "Supporting teachers in crisis contexts during COVID-19", avril 2020 : <https://inee.org/system/files/resources/COVID-19%20Webinar%20Series%20-%20Webinar%205.pdf>

48 UNESCO, « Soutenir les enseignants et le personnel éducatif en temps de crise » : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373338_fre.

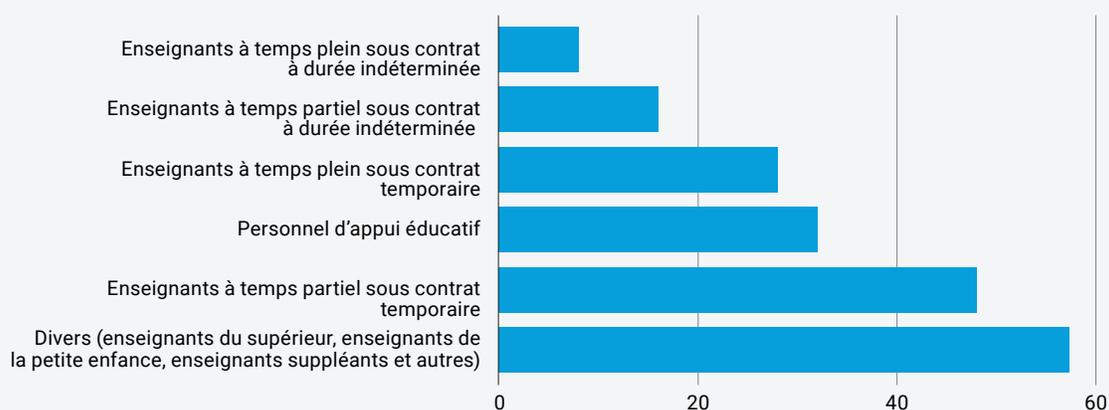
49 UNESCO/OIT, « Soutenir les enseignants dans les efforts de retour à l'école: orientations à l'intention des décideurs » : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373479_fre.

50 Internationale de l'éducation, "COVID-19 and Éducation: How Éducation Unions are Responding, Survey Report" : https://issuu.com/educationinternational/docs/2020_covid19_survey_report_eng_final.

51 Ibid.

52 UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2020 : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373718>. "Why non-state education requires support in the current pandemic", *blog de World Éducation* : <https://gemreportunesco.wordpress.com/2020/05/13/why-non-state-education-requires-support-in-the-current-pandemic>.

FIGURE 7 : LA FERMETURE DES ÉCOLES A EU UN IMPACT IMPORTANT SUR LA RÉMUNÉRATION ET L'EMPLOI DU PERSONNEL EDUCATIF
(en pourcentage)



Source : Internationale de l'éducation, "COVID-19 and Education: How Education Unions are Responding, Survey Report" (https://issuu.com/educationinternationale/docs/2020_covid19_survey_report_eng_final).

PAS DE CALENDRIER UNIQUE POUR LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES

Alors que la courbe des contaminations de COVID-19 a commencé à « s'aplatir » dans de nombreux pays, certains États ont commencé à lever les restrictions afin de stabiliser leur économie et notamment à rouvrir leurs écoles, d'autres se montrant plus prudents et prolongeant les fermetures, dans la crainte d'une « deuxième vague ». À la mi-juillet 2020, plus d'un milliard d'élèves, soit 61 % du nombre total d'enfants et de jeunes scolarisés dans le monde, étaient encore concernés par les fermetures d'écoles⁵³. Certains pays ont rouvert leurs écoles et universités avant de devoir les fermer à nouveau après un rebond de l'épidémie.

L'enseignement à distance lors des fermetures d'écoles pose de grandes difficultés logistiques. Il est ainsi difficile d'appliquer le calendrier scolaire et d'organiser des examens et quasiment impossible de mettre en place des programmes de remise à niveau. Comme évoqué plus haut, il est également difficile d'évaluer les élèves à distance. Enfin, il faut continuer d'assurer le bien-être et la protection des élèves (fourniture de repas scolaires, protection contre les mauvais traitements et la violence), répondre aux préoccupations des enseignants en matière de bien-être et de santé et leur fournir une aide à distance, y compris des formations pédagogiques à l'apprentissage en ligne.

Comme le montre la figure 8, certains pays ont commencé à préparer la réouverture des écoles sur leur territoire, soit par niveaux de classes, en donnant la priorité aux classes préparant à un examen, soit uniquement dans les régions avec peu de cas de contaminations.

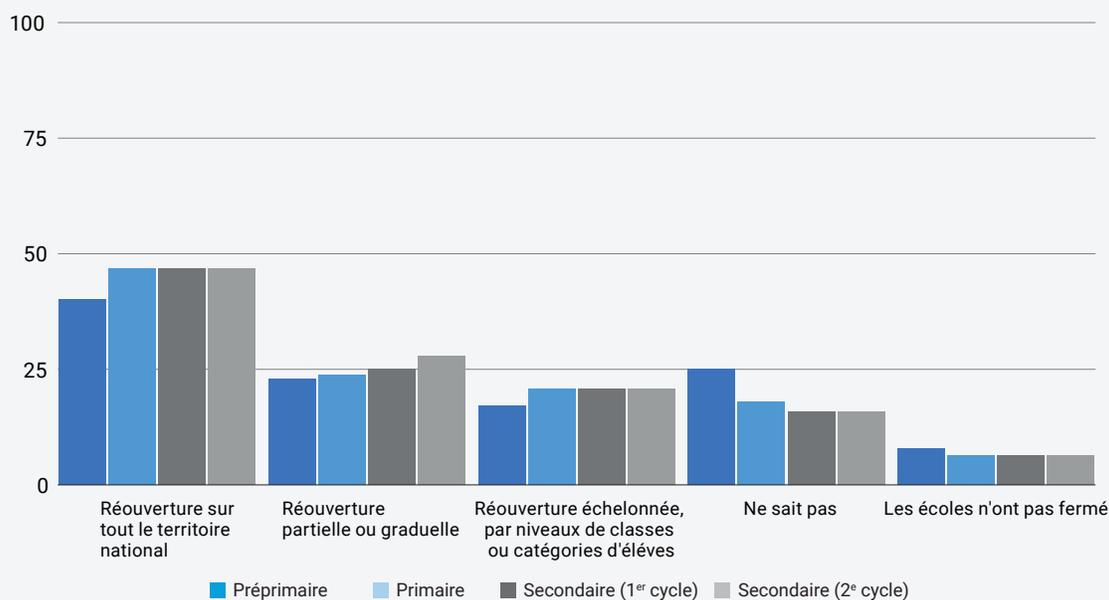
⁵³ UNESCO, "Éducation : de la fermeture des établissements scolaires à la reprise" : <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>.

Cependant, compte tenu de la permanence et de la virulence de l'épidémie, beaucoup de pays n'avaient pas encore décidé en mai et juin 2020 d'une date de réouverture.

On devrait continuer d'assister à une succession de fermetures et de réouvertures, le virus poursuivant sa progression sur la planète. Plusieurs pays envisagent de mettre en place un modèle « hybride » associant diverses formes d'enseignement. D'autres pays réduisent fortement la taille des classes ou organisent des cours en plein air et, très souvent, les écoles exigent

qu'élèves et enseignants portent des masques⁵⁴. Les pays participant à l'enquête conjointe UNESCO-UNICEF-Banque mondiale ont indiqué qu'ils entendaient prendre diverses mesures lors de la réouverture des écoles : 23% d'entre eux prévoient de recruter davantage d'enseignants ; 23% prévoient d'augmenter le temps de classe ; 64% prévoient de mettre en place des programmes de remise à niveau ; 32% prévoient de mettre en place des programmes d'apprentissage accéléré ; 62% prévoient de modifier le contenu des programmes d'enseignement⁵⁵.

FIGURE 8: PLANS DE RÉOUVERTURE DES ÉCOLES, PAR NIVEAUX D'ENSEIGNEMENT (en pourcentage)



Source: base de données commune UNESCO-UNICEF-Banque mondiale, mai-juin 2020, <http://tcg.uis.unesco.org/survey-education-covid-school-closures>.

⁵⁴ Science, "School openings across globe suggest ways to keep coronavirus at bay, despite outbreaks": <https://www.science mag.org/news/2020/07/school-openings-across-globe-suggest-ways-keep-coronavirus-bay-despite-outbreaks>.

⁵⁵ Base de données commune UNESCO-UNICEF-Banque mondiale, mai-juin 2020 : <http://tcg.uis.unesco.org/survey-education-covid-school-closures>.

III. Recommandations générales

Empêcher la crise éducative de dégénérer en catastrophe pour toute une génération doit être la priorité absolue des dirigeants de la planète et de tous les acteurs de l'enseignement. C'est le meilleur moyen non seulement de protéger les droits de millions d'élèves mais également de favoriser le progrès économique et le développement durable et d'assurer la pérennité de la paix.

La Coalition mondiale pour l'éducation, créée à l'initiative de l'UNESCO et composée d'organismes des Nations Unies, d'organisations internationales, d'entités du secteur privé et de représentants de la société civile, s'emploie à aider les pays à assurer la continuité de l'enseignement en temps de COVID-19⁵⁶. Une nouvelle campagne, intitulée « Save our Future », contribuera à renforcer le soutien apporté au niveau international à l'action entreprise en faveur de l'éducation⁵⁷.

Dans ce contexte, les décideurs sont encouragés à appliquer les recommandations et mesures énumérées ci-après.

A. ENRAYER LA TRANSMISSION DU VIRUS ET PREPARER MINUTIEUSEMENT LA REOUVERTURE DES ECOLES

Pour accélérer la réouverture des écoles et des établissements d'enseignement, la première chose à faire pour les pays est d'enrayer la transmission du virus et de contrôler l'épidémie au niveau national et local. Une fois qu'ils y sont parvenus, face aux problèmes complexes que pose la réouverture, ils doivent se fixer les objectifs suivants et conduire de vastes consultations préparatoires.

> ASSURER LA SÉCURITÉ ET DE TOUS : Les organismes des Nations Unies et les acteurs de l'enseignement ont élaboré des documents d'orientation pour aider les pays à rouvrir leurs établissements scolaires (calendrier, conditions à remplir, modalités de réouverture)⁵⁸. L'une des principales conditions à remplir est de pouvoir assurer un retour en toute sécurité dans les locaux, ainsi que le respect des mesures de distanciation physique et des règles sanitaires (port du

⁵⁶ Pour plus d'informations, voir <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse/globalcoalition>.

⁵⁷ Pour plus d'informations, voir <https://saveourfuture.world/fr/>.

⁵⁸ UNESCO, UNICEF, PAM et Banque mondiale, "Cadre pour la réouverture des écoles", 2020 (<https://www.unicef.org/media/68866/file/FRENCH-Framework-for-reopening-schools-2020.pdf>) et "Réouverture des écoles : comment relancer l'éducation après la COVID-19", 2020 (<http://www.iiep.unesco.org/fr/reouverture-des-ecoles-comment-relancer-leducation-apres-la-covid-19-13425>). Voir également Global Education Cluster, "Safe back to school: a practitioner's guide", 2020 : <https://educationcluster.app.box.com/v/Safeback2schoolGuide>.

masque, lavage fréquent des mains), ce qui peut s'avérer difficile dans certains cas, quand les classes sont nombreuses, que les infrastructures et services de base font défaut et que des investissements supplémentaires seraient nécessaires pour se conformer aux nouvelles exigences.

> PREPARER UNE RÉOUVERTURE INCLUSIVE :

Les plans de réouverture doivent prendre en compte les besoins des enfants les plus marginalisés, et des règles sanitaires adaptées doivent être définies à l'intention des élèves ayant des besoins particuliers. Au moment de la réouverture, il faudra procéder à l'évaluation des lacunes scolaires mettre en place des programmes de remise à niveau ou d'apprentissage accéléré.

> RECEILLIR L'AVIS DE TOUTES LES

PERSONNES CONCERNÉES : Étant donné le rôle joué par les parents, les aidants et les enseignants depuis le début de la crise, une grande part des décisions concernant la réouverture des écoles devront être prises en consultation et en collaboration avec le public et les acteurs de l'enseignement. Si les plans de réouverture sont mal expliqués et mal compris, des enseignants pourraient abandonner leur métier et certains enfants pourraient rejoindre le marché du travail, ce qui réduirait leurs chances de reprendre un jour leur scolarité.

> ASSURER LA COORDINATION DES PRINCIPAUX ACTEURS, DONT LES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ :

A moyen terme, des mesures devront probablement être prises pour réduire les risques de transmission de la COVID-19, ce qui nous obligera à réfléchir à l'impact des différentes stratégies de réouverture, en utilisant toutes les informations disponibles

et en tirant les leçons d'expériences menées dans d'autres pays. Il est recommandé de préparer la réouverture en collaboration avec les professionnels de santé, d'autant que les connaissances scientifiques continuent d'évoluer. Il importe également que les plans de réouverture soient cohérents avec les autres politiques sociales mises en place pour protéger les familles touchées par la crise et favoriser leur inclusion.

B. PROTÉGER LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION ET SE COORDONNER A DES FINS D'EFFICACITE

La pandémie a plongé l'humanité dans l'une des pires récessions de son histoire⁵⁹, dont les effets se feront sentir pendant longtemps sur l'économie et les finances publiques. Les conséquences sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur ont été particulièrement dévastatrices. En dépit des difficultés budgétaires, les autorités nationales doivent tout faire pour atténuer les conséquences à long terme sur les enfants. Les mesures éducatives doivent faire partie intégrante des plans de relance adoptés par les États face à la COVID-19, au même titre que les mesures sanitaires, sociales et économiques. La communauté internationale doit, quant à elle, se mobiliser pour protéger le financement de l'éducation. La question de l'augmentation de la marge de manœuvre budgétaire des États, une question déjà à l'ordre du jour de la communauté internationale, en particulier pour l'éducation, est plus que jamais d'actualité. Plusieurs actions se renforçant mutuellement pourraient à cet égard être entreprises :

59 L'économie mondiale devrait se contracter de 4,9% en 2020. Fonds monétaire international (FMI), "Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale, juin 2020 : une crise sans précédent, une reprise incertaine" : <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUpdateJune2020>.

> AMELIORER LA MOBILISATION DES RESSOURCES NATIONALES, PRÉSERVER A TITRE PRIORITAIRE LA PART DES BUDGETS ALLOUEE A L'ÉDUCATION ET REMEDIER AUX INEFFICACITES :

Elargir la couverture fiscale dans les pays dotés d'un vaste secteur informel étant une entreprise de longue haleine, d'autres mesures (lutte contre l'évasion et la fraude fiscales, révision des mesures d'incitation fiscale et des conventions fiscales) doivent être examinées sans délai⁶⁰. Par ailleurs, les systèmes éducatifs eux-mêmes, en améliorant le rapport coût-efficacité des services qu'ils fournissent, peuvent contribuer directement à l'accroissement de la marge de manœuvre budgétaire des États. Les réformes et les initiatives visant à remédier aux inefficacités⁶¹ doivent être privilégiées.

Les ministères de l'éducation doivent se concerter davantage, systématiquement et durablement, avec les ministères des finances en vue de préserver et, si possible, d'augmenter la part des budgets nationaux allouée à l'éducation (en particulier, lorsque des réallocations de ressources sont possibles).

Les acteurs des secteurs sociaux en général, et ceux du secteur éducatif en particulier, doivent faire entendre leur voix et souligner combien il importe d'assurer le financement à court et à long terme des services qu'ils procurent, ce qui pourrait contribuer à accélérer la mise en œuvre de la cible 17.1 des Objectifs du développement durable⁶².

Ils pourraient user de leur influence politique, non seulement pour plaider en faveur d'investissements au niveau national et international, mais également pour rappeler qu'il faut d'urgence réformer le financement du développement et la gestion des finances publiques et obtenir de réelles avancées à cet égard.

> RENFORCER LA COORDINATION INTERNATIONALE FACE A LA CRISE DE LA DETTE :

Les pays du G20 ont déjà convenu de prolonger jusqu'à la fin 2020 la suspension du service de la dette pour les pays les moins avancés⁶³. Bien que cette décision desserre à court terme la contrainte financière pesant sur les États, elle ne répond pas aux besoins de tous les pays vulnérables et ne résout pas la question de la soutenabilité de la dette à long terme. Pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire qui demandent des aménagements de dette, il faut prévoir des mécanismes d'allègement, de report et de restructuration de la dette, de façon qu'ils puissent dégager des ressources budgétaires à investir dans l'éducation. L'adoption de tels mécanismes nécessite la participation de toutes les parties concernées.

> PRESERVER L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) DESTINEE A L'ÉDUCATION :

Compte tenu de l'ampleur de la crise éducative mondiale, les donateurs doivent veiller à ce que le montant de l'aide destinée à l'éducation ne diminue pas, voire qu'il soit augmenté,

60 Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde, "Background Paper : The Learning Generation : Domestic Tax and Éducation" : <https://report.educationcommission.org/wp-content/uploads/2016/11/Domestic-Tax-and-Education.pdf>.

61 Il s'agit notamment de remédier aux taux de redoublement élevés, d'améliorer la gestion des marchés, d'assurer une meilleure répartition et une meilleure affectation des enseignants et de veiller à ce que les enseignants soient payés en toute transparence et sans retard. Il faut également améliorer le suivi et la planification financière de façon à mieux surveiller les dépenses d'éducation (grâce à des données en temps réel et non sur la base d'informations financières fournies avec lenteur).

62 La cible 17.1 est ainsi libellée : « Améliorer, notamment grâce à l'aide internationale aux pays en développement, la mobilisation de ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes ».

63 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), "A 'debt stands-till' for the poorest countries: How much is at stake?", 27 mai 2020 : <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/a-debt-standstill-for-the-poorest-countries-how-much-is-at-stake-462eabd8/#endnotea0z2>.

et que l'aide profite avant tout aux plus vulnérables, notamment aux enfants se trouvant dans des situations d'urgence.

La crise sanitaire a exacerbé l'effet des inégalités croisées en matière d'éducation ; les activités éducatives doivent être un moyen de promouvoir les changements voulus de comportement sanitaire. Les montants alloués à l'éducation ne doivent pas être revus à la baisse, comme ç'a été le cas de 2003 à 2013⁶⁴.

C. CONSTRUIRE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS RÉSILIENTS AU SERVICE D'UN DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE ET DURABLE

Droit humain inaliénable, l'éducation est non seulement le socle sur lequel se bâtissent des sociétés justes, égalitaires et inclusives, mais aussi l'un des principaux moteurs du développement. En renforçant la résilience de leurs systèmes éducatifs, les pays peuvent résoudre les difficultés que pose la réouverture en toute sécurité des écoles et seront mieux à même de faire face aux prochaines crises.

➤ **FAVORISER L'ÉQUITÉ ET L'INCLUSION** : Les mesures visant à construire des systèmes éducatifs plus résilients et qui accueillent tous les élèves doivent analyser et prendre en compte les besoins des groupes marginalisés et garantir qu'ils reçoivent une éducation complète et de qualité.

Priorité doit être donnée aux élèves se trouvant dans des situations d'urgence ou de crise prolongée et dont l'éducation ne doit pas être davantage mise en péril. Les programmes de santé et de nutrition à l'école (y compris les repas scolaires, l'eau et l'hygiène) sont d'une grande importance pour les enfants vulnérables, ainsi qu'un puissant moyen de scolarisation, car ils favorisent l'inscription à l'école et l'assiduité (en particulier pour les filles et les enfants vivant dans l'extrême pauvreté ou en état d'insécurité alimentaire)⁶⁵.

Les États et leurs partenaires de développement doivent veiller à ce que les systèmes éducatifs tiennent compte des vulnérabilités et des besoins particuliers des garçons et des filles, des femmes et des hommes, ainsi que de la dynamique des genres en temps de crise. Les normes de genre préjudiciables, en venant se conjuguer aux difficultés financières des ménages, ne doivent pas empêcher les filles et les élèves les moins favorisés de retourner à l'école et d'achever leur scolarité.

➤ **RENFORCER LES CAPACITÉS DE GESTION DES RISQUES, À TOUS LES NIVEAUX DU SYSTÈME** : Pour faire face aux situations d'urgence et en atténuer les effets, il faut se doter de capacités aux niveaux individuel, organisationnel et institutionnel, notamment de la capacité d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'urgence, comme des plans d'enseignement alternatif.

Les capacités des acteurs de l'enseignement doivent notamment être renforcées pour leur permettre de revoir et de modifier les

64 UNESCO, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation*, document d'orientation 41 : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373844/PDF/373844eng.pdf.multi>.

65 Karen Mundy et Kerrie Proulx, *Making evaluation work for the achievement of SDG 4 Target 5: Equality and inclusion in education*, UNESCO, NORAD, Groupe de la Banque mondiale, UNICEF, 2019 : https://www.gcedclearinghouse.org/sites/default/files/resources/190340eng_0.pdf.

stratégies et politiques éducatives existantes et d'y inclure des mesures adaptées face la crise de la COVID-19. En intégrant des données sur les risques et leur impact dans les systèmes d'information et de gestion de l'éducation, l'on facilite l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de stratégies éducatives modulables en cas de crise, y compris de plans de préparation aux catastrophes.

Au niveau infranational, les acteurs de l'enseignement doivent se doter des capacités leur permettant d'analyser les risques sanitaires pesant sur les élèves, les enseignants et le personnel scolaire et d'identifier les élèves en risque de décrochage scolaire. Ils doivent également être capables de mesurer si tous les élèves ont accès aux plateformes alternatives visant à assurer la continuité pédagogique et s'ils les utilisent.

- **ASSURER UNE DIRECTION ET UNE COORDINATION FORTES :** Le grand nombre d'acteurs appelés à intervenir pour faire face à la crise et en atténuer l'impact peut être source de doublons, d'inefficacité et de confusion en l'absence d'une direction et une coordination fortes. Pour assurer la résilience des systèmes éducatifs, chaque ministère de l'éducation doit diriger au niveau national les activités de préparation et de gestion des crises, de façon à garantir que les initiatives humanitaires s'inscrivent dans la durée, sont conformes aux priorités nationales et à même d'atténuer l'impact de la crise sur les élèves et le monde enseignant.

Il convient également de se doter de solides mécanismes de coordination afin d'exploiter au mieux les contributions de toutes les parties prenantes, sur la base

de la complémentarité, y compris les organisations locales de la société civile, au service des plus marginalisés.

- **AMÉLIORER LES MECANISMES DE CONSULTATION ET DE COMMUNICATION :** Chefs d'établissement, enseignants, parents et aidants - tous ont joué un rôle essentiel dans la crise de la COVID-19 et ont été amenés à assumer des responsabilités totalement nouvelles. Entretenir un dialogue avec ces parties prenantes peut contribuer à renforcer la résilience du système éducatif. Pour assurer la bonne mise en œuvre des plans d'action, répondre aux besoins de tous les élèves et améliorer la résilience tant des élèves que du système éducatif, il est indispensable d'informer et de consulter tous les acteurs de l'éducation, y compris les enseignants, les élèves et les plus marginalisés.

D. REINVENTER L'ÉDUCATION ET ACCÉLÉRER LES CHANGEMENTS POSITIFS A L'ŒUVRE DANS L'ENSEIGNEMENT ET L'APPRENTISSAGE

Face aux fermetures d'écoles et à l'arrêt des formations extrascolaires, les mesures prises pour soutenir l'apprentissage et l'enseignement ont été remarquablement novatrices. Elles ont révélé toutefois de grands clivages, à commencer par la fracture numérique. Les pertes d'apprentissage dues aux longues fermetures d'écoles mettent en péril de nombreux acquis éducatifs. Nous ne pourrions pas revenir au monde d'avant, plusieurs raisons nous en

empêchent⁶⁶. Pour que les systèmes éducatifs soient plus résilients, il faut qu'ils soient plus souples, plus équitables et plus inclusifs.

Les efforts considérables déployés en très peu de temps face au choc subi par les systèmes éducatifs nous montrent que des changements jugés hier difficiles ou impossibles à mettre en œuvre sont aujourd'hui possibles. Nous devons saisir cette occasion pour trouver de nouveaux moyens de remédier à la crise éducative et élaborer des solutions durables.

➤ **REMETTRE A NIVEAU ET PREVENIR LE DECROCHAGE SCOLAIRE, EN PARTICULIER AU SEIN DES GROUPES MARGINALISES** : Tirant les leçons, aussi bien positives que négatives, de la crise, les autorités éducatives doivent se fixer trois grands objectifs : 1) remettre à niveau ; 2) ramener dans le giron de l'école les élèves en risque de décrochage ; 3) assurer le bien-être social et psychologique des élèves, des enseignants et du personnel.

➤ **DEVELOPPER LES COMPÉTENCES PROPICES A L'INSERTION PROFESSIONNELLE** : Les mesures prises en vue de ces objectifs doivent aussi prévoir de doter les jeunes et les adultes de compétences recherchées sur le marché du travail. Il pourra être nécessaire de repenser la façon de recenser ces compétences, eu égard à la situation actuelle et future de l'emploi. La crise a fait apparaître en particulier que les « travailleurs essentiels qui tiennent le système en place »⁶⁷, à savoir ceux qui assurent les services de base dont la société a besoin, devaient être soutenus et qu'il fallait renforcer leurs compétences. Il s'agit notamment des professionnels de santé, des professionnels de l'aide à la personne, des salariés de l'agroalimentaires

et des services, et bien sûr des enseignants. Pour s'assurer qu'ils reçoivent l'appui dont ils ont besoin, il faut donner la priorité à l'éducation et à la formation et accélérer les changements en cours dans l'enseignement et de l'apprentissage.

➤ **SOUTENIR LES ENSEIGNANTS ET MIEUX LES PREPARER A LEUR METIER** : Pour assurer un enseignement équitable et inclusif dans les salles de classe et ailleurs, il faut que les enseignants et les communautés soient mieux préparés et davantage soutenus. La technologie ne peut à elle seule garantir l'acquisition des savoirs. Il importe certes de former les enseignants aux outils numériques, mais plus encore de veiller à ce qu'ils possèdent les compétences pédagogiques qui leur permettent de s'adapter aux niveaux des élèves et d'appliquer les stratégies d'apprentissage accéléré et d'enseignement différencié qui seront probablement mises en place à la rentrée scolaire.

Les solutions numériques nécessitent des contenus pertinents, des modèles pédagogiques adaptés, de bonnes pratiques d'enseignement et un cadre d'apprentissage propice. La professionnalisation et le perfectionnement des enseignants sont indispensables pour amener ces derniers à un niveau suffisant de qualification, de rémunération et de préparation. Les États pourraient également renforcer les dispositifs mis en place pour aider les enseignants, animateurs, parents et aidants à maîtriser et à utiliser en toute sécurité les outils d'apprentissage.

66 UNESCO, Commission internationale sur Les futurs de l'éducation, « L'éducation dans un monde post-Covid : neuf idées pour l'action publique », 2020 : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373717_fre.

67 Nations Unies, « Note de synthèse : La COVID-19 et le monde du travail », juin 2020 : https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_world_of_work_and_covid_19_french.pdf.

➤ **REDEFINIR LE DROIT À L'ÉDUCATION POUR Y INCLURE UN DROIT A LA CONNECTIVITE :**

Pour assurer la continuité de l'enseignement, une place considérable a été donnée à la technologie. Les solutions numériques en faveur de l'enseignement et de l'apprentissage qui se sont généralisées à l'occasion de la pandémie doivent privilégier désormais l'équité et l'inclusion, de façon que tous les enfants puissent en bénéficier.

Enseignants et élèves ont besoin d'outils d'enseignement et d'apprentissage gratuits et dont le code source est ouvert. Un enseignement de qualité ne peut être dispensé au moyen de contenus construits en dehors de l'espace pédagogique et abstraction faite de la relation qui existe entre enseignants et élèves. L'éducation ne peut non plus dépendre de plateformes numériques contrôlées par des sociétés privées⁶⁸. Les États pourraient se mobiliser en faveur de ressources pédagogiques en libre accès et d'un accès libre aux plateformes.

➤ **SUPPRIMER LES OBSTACLES À LA CONNECTIVITÉ :** La crise a permis de mieux comprendre la fracture numérique et les inégalités y afférentes, auxquelles il faut d'urgence prêter attention⁶⁹. Les États et les partenaires de développement doivent œuvrer de concert à l'élimination des obstacles à la technologie en investissant dans les infrastructures numériques et en faisant baisser les coûts d'accès aux réseaux. Pour combler la fracture numérique, il faudra également investir davantage dans l'instruction numérique des populations marginalisées.

Pour autant, un recours plus large à la technologie ne permettra pas à lui seul d'assurer la bonne instruction de tous les enfants, en particulier des plus marginalisés. Pour que les enfants puissent tirer pleinement parti des solutions numériques, il faudra veiller à ce qu'ils aient un meilleur accès à Internet, à ce que les parents les aident davantage et à ce que les supports pédagogiques soient plus accessibles⁷⁰.

Les approches non technologiques ou faisant peu appel à la technologie ne devront pas être négligées pour les élèves ayant peu accès aux outils numériques. En définitive, il incombera à chaque pays d'élaborer des politiques pour faire en sorte que les enfants issus des foyers les plus pauvres ne soient pas laissés pour compte⁷¹.

➤ **RENFORCER LES DONNÉES ET LE SUIVI DE L'APPRENTISSAGE :** Pour bien gérer la crise éducative, il faut procéder au suivi permanent des données concernant les élèves, les enseignants et les établissements. Ce suivi doit se faire en utilisant les systèmes de données et d'évaluation existants et, le cas échéant, en appliquant les nouvelles approches adaptées à la présente situation. Pour renforcer la résilience, les données doivent permettre de contrôler les conditions d'apprentissage et vérifier que les écoles remplissent les objectifs qui leur sont assignés. Elles doivent être de bonne qualité et disponibles rapidement, ce qui suppose qu'une stratégie complémentaire soit mise en œuvre pour réduire la fracture numérique et développer les compétences pédagogiques des enseignants en matière d'enseignement à distance. Dans le domaine de l'éducation,

68 UNESCO, Commission internationale sur Les futurs de l'éducation, « L'éducation dans un monde post-Covid : neuf idées pour l'action publique », 2020 : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373717_fre.

69 Banque mondiale, *The COVID-19 Pandemic : Shocks to Education and Policy responses*, Washington, Banque mondiale, 2020.

70 Karen Mundy et Susannah Hares, "Equity-Focused Approaches to Learning Loss during COVID-19", blog du Center for Global Development, 16 avril 2020 : <https://www.cgdev.org/blog/equity-focused-approaches-learning-loss-during-covid-19>.

71 Ibid.

le système de suivi ne fonctionne bien que si les données sur lesquelles il s'appuie sont solides. Aussi faudra-t-il aider les écoles à produire des données de qualité qu'elles puissent elles-mêmes utiliser, en alimentant le système en amont de façon à assurer un suivi permanent.

> RENFORCER L'ARTICULATION ET LA FLUIDITE ENTRE LES DIFFERENTS NIVEAUX ET TYPES D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION :

Les systèmes éducatifs résilients ont la caractéristique d'être souples. Ils veillent à assurer une forte articulation entre les différents niveaux et types d'enseignement, mais ont aussi la capacité de mettre en œuvre d'autres modèles d'apprentissage. L'apprentissage hybride, qui offre aux élèves des voies d'apprentissage souples et quasi-individualisées, combine diverses approches

pédagogiques et fait appel à des ressources pédagogiques alternatives provenant de plateformes nationales et internationales.

Le modèle hybride pose toutefois des difficultés s'agissant de la reconnaissance des acquis. En vue de préserver l'intégrité des systèmes, il faut renforcer les liens entre structures formelles et non formelles, notamment en ce qui concerne la reconnaissance, la validation et l'accréditation des connaissances et des compétences acquises dans le cadre des différents types d'enseignement. Ces liens plus étroits permettront aux systèmes éducatifs d'être plus équitables et plus inclusifs, plus efficaces dans l'accomplissement de leur mission, plus efficaces dans la conduite de leurs activités et l'utilisation de leurs ressources et mieux équipés pour répondre aux besoins de leurs publics et de la société dans son ensemble.

IV. Conclusion

Le choc causé à l'éducation par la crise de la COVID-19 est sans précédent. Il retarde la réalisation des objectifs que s'est fixés la communauté internationale dans ce domaine et touche de manière disproportionnée les plus pauvres et les plus vulnérables. Pour autant, les acteurs de l'éducation ont su faire preuve de résilience et jeter les bases du relèvement.

Le risque subsiste que la situation se dégrade encore, dans une boucle de rétroaction négative où perte d'acquis scolaires et exclusion viendraient s'alimenter. Pourtant, toute dynamique négative, comme celle à l'œuvre dans la détérioration de la situation socio-économique, est l'image inversée d'une dynamique positive, celle qui pourrait mener à l'avenir

que nous voulons : une éducation inclusive, qui libère le potentiel des individus et favorise l'épanouissement collectif dans tous les domaines de la vie, grâce à des investissements dans les systèmes d'enseignement.

La détermination est là, et des ressources sont encore inexploitées : utilisons-les non seulement pour relancer l'éducation mais également pour satisfaire les aspirations fondamentales qui la sous-tendent. Il appartient aux États et à la communauté internationale de rester fidèles à leurs principes et d'engager des réformes, de façon que les enfants et les jeunes renouent avec l'avenir qui leur était promis et que tous les acteurs de l'éducation trouvent la place qui leur convient dans cette entreprise.